

Bruxelles, le 26 avril 2024

À Mesdames et Messieurs :

les Bourgmestres,
les Échevines et Échevins,
les Présidentes et Présidents de CPAS,
les Présidents et Présidentes des
intercommunales,
les Présidentes et Présidentes des associations
Chapitre XII non-hospitalières

Objet : Mesures visant à améliorer les conditions de fin de carrière du personnel d'accueil des enfants des crèches, des services d'accueil d'enfants (SAE) et des services d'accueil d'enfants malades à domicile (SAEMD).

En date du 11 avril 2024, le Gouvernement de la Communauté française a adopté un arrêté finalisant l'exécution de l'accord sectoriel du 18 décembre 2023 sur la revalorisation des conditions de travail du personnel d'accueil des milieux d'accueil de la petite enfance organisés par une autorité publique en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Cette mesure concerne **exclusivement le personnel d'accueil des enfants** (en ce compris le personnel non subventionné par l'ONE) **des milieux d'accueil suivants** :

- la crèche ou le service d'accueil d'enfants autorisé et ayant obtenu le droit au subside visé à l'article 88 ou à l'article 89 (subside dit de niveau 2 et 3) de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillantes d'enfants indépendantes ;
- le milieu d'accueil autorisé et subventionné en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil devant encore se transformer dans le cadre de la réforme des milieux d'accueil ;
- le service d'accueil d'enfants malades à domicile agréé et subventionné en vertu de l'arrêté du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile.

Les autres milieux d'accueil de la petite enfance et les autres catégories de personnel (direction, personnel psycho-médico-social, personnel d'entretien, administratif, de cuisine...) ne sont donc pas concernés par la mesure.

La mesure porte sur l'affectation d'une enveloppe annuelle structurelle d'1,2 million d'euros destinée à des aménagements de fin de carrière. Cette enveloppe a été calculée sur la base d'un scénario maximaliste où l'ensemble des PO publics

s'inscriraient dans la mesure en visant toutes les puéricultrices de plus de 50 ans. Cette approche laisse donc une marge raisonnable en cas d'augmentation de la population éligible. Ce montant est réparti entre les pouvoirs organisateurs publics qui en font la demande et peuvent justifier d'embauches compensatoires conditionnées à l'octroi effectif de congés supplémentaires à leur personnel d'accueil, à raison par équivalent temps plein de :

TRANCHE D'AGE	NOMBRE ANNUEL D'HEURES DE CONGE / TEMPS PLEIN
50 à 54 ans	15 heures
55-59 ans	30 heures
60 ans et +	45 heures

Le montant du subside par pouvoir organisateur est calculé sur la base de l'ancienneté et du barème du personnel bénéficiant des congés additionnels, fixé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1er décembre 2006 fixant les barèmes de référence pour l'octroi des subventions aux milieux d'accueil de la petite enfance, appliqué au nombre d'heures effectivement accordées. Cela signifie qu'il s'agit bien des barèmes des puéricultrices en fin de carrière qui déterminent le montant de la subvention et servent de base au calcul du montant du subside. Considérant que les embauches compensatoires seront vraisemblablement opérées auprès d'un personnel remplaçant d'une ancienneté moindre, cela rend la mesure avantageuse sur le plan financier pour les PO publics. Le nombre d'heures pris en compte est déterminé sur la base du personnel déclaré au 31 décembre de l'année concernée dans l'application Mon équipe disponible sur le portail pro.one.

La demande doit être introduite auprès de l'ONE au plus tard **pour le 30 septembre pour bénéficier du dispositif pour l'année en cours** et être accompagnée de l'avis favorable de l'organe de concertation compétent. Les pouvoirs organisateurs sont toutefois invités à remettre leur demande au plus vite afin d'optimiser l'entrée en vigueur de la mesure en 2024. Les modalités pratiques d'introduction de la demande seront prochainement communiquées par l'ONE.

Dans l'hypothèse où la mesure d'octroi effectif de congés supplémentaires ne pourrait être matériellement appliquée (ex. accueillant.e.s salarié.e.s ne pouvant pas prêter le nombre de jours légalement requis pour être subventionnées), en accord avec l'organe de concertation compétent, une autre mesure d'aménagement de fin de carrière peut être proposée dans la demande du pouvoir organisateur, comme par exemple du tutorat.

L'ONE marque son accord sur les demandes dans le mois suivant leur réception.

Le subside est liquidé par l'ONE au cours du premier trimestre de chaque année sur la base des embauches compensatoires, ou le cas échéant de la mise en œuvre des mesures alternatives approuvées par l'ONE, réalisées au cours de l'année précédente.

Nous invitons chaque pouvoir organisateur éligible à prendre connaissance de ce nouveau dispositif au bénéfice du personnel des milieux d'accueil et à décider de le mettre en œuvre en fonction de ses spécificités et de ses contraintes ;

Il est rappelé que l'octroi de congés additionnels à destination du personnel qui entre dans le champ d'application de la présente mesure, doit être intégré dans le statut général du personnel.

Ces modifications impliquent une négociation syndicale préalable et une approbation par l'autorité de tutelle.

Les services de l'ONE se tiennent à disposition pour tout complément d'information relatif à ces évolutions. Nous vous souhaitons bonne réception de la présente circulaire et vous prions de recevoir, Mesdames, Messieurs, l'assurance de notre considération la meilleure.

Christophe COLLIGNON
Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Gouvernement de la Région wallonne



Bénédicte LINARD,
Ministre de l'Enfance de la Fédération Wallonie-Bruxelles

PROTOCOLE D'ACCORD N°1/2024

ETABLI A LA SUITE DU COMITE C WALLON DU 26 AVRIL 2024 RELATIF AUX MESURES VISANT A AMELIORER LES CONDITIONS DE FIN DE CARRIERE DU PERSONNEL D'ACCUEIL DES ENFANTS DES CRECHES, DES SERVICES D'ACCUEIL D'ENFANTS (SAE) ET DES SERVICES D'ACCUEIL D'ENFANTS MALADES A DOMICILE (SAEMD)

La délégation de l'autorité représentée par :

Monsieur Christophe COLLIGNON,
Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville,

Madame Bénédicte LINARD,
Ministre de l'Enfance de la Fédération Wallonie-Bruxelles,

d'une part,

Et la délégation des organisations syndicales habilitées à siéger en Comité C, à savoir :

La CGSP, représentée par Monsieur Olivier NYSSSEN ;

La CSC-services publics, représentée par Madame Véronique SABEL ;

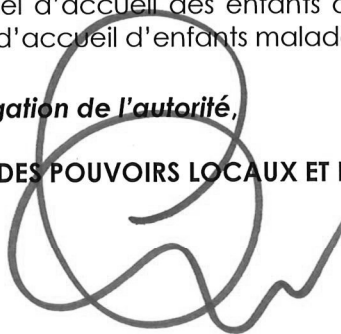
Le SLFP, représenté par Madame Razia OMAR ;

d'autre part ;

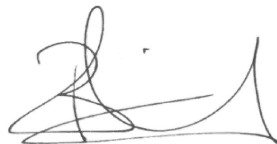
ont abouti à un accord sur le texte ci-annexé relatif aux mesures visant à améliorer les conditions de fin de carrière du personnel d'accueil des enfants des crèches, des services d'accueil d'enfants (SAE) et des services d'accueil d'enfants malades à domicile (SAEMD).

La délégation de l'autorité,

LE MINISTRE DU LOGEMENT, DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE,



LA MINISTRE DE L'ENFANCE DE LA FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES,



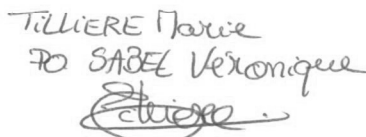
Les délégations syndicales,

La CGSP



O. Nyssen

La CSC-services publics



TILLIERE Marie
PO SABEL Véronique

Le SLFP



OMAR Razia

PROTOCOLE D'ACCORD N°1/2024

ETABLI A LA SUITE DU COMITE C WALLON DU 26 AVRIL 2024 RELATIF AUX MESURES VISANT A AMELIORER LES CONDITIONS DE FIN DE CARRIERE DU PERSONNEL D'ACCUEIL DES ENFANTS DES CRECHES, DES SERVICES D'ACCUEIL D'ENFANTS (SAE) ET DES SERVICES D'ACCUEIL D'ENFANTS MALADES A DOMICILE (SAEMD)

La délégation de l'autorité représentée par :

Monsieur Christophe COLLIGNON,
Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville,

Madame Bénédicte LINARD,
Ministre de l'Enfance de la Fédération Wallonie-Bruxelles,

d'une part,

Et la délégation des organisations syndicales habilitées à siéger en Comité C, à savoir :

La CGSP, représentée par Monsieur Olivier NYSSSEN ;

La CSC-services publics, représentée par Madame Véronique SABEL ;

Le SLFP, représenté par Madame Razia OMAR ;

d'autre part ;

ont abouti à un accord sur le texte ci-annexé relatif aux mesures visant à améliorer les conditions de fin de carrière du personnel d'accueil des enfants des crèches, des services d'accueil d'enfants (SAE) et des services d'accueil d'enfants malades à domicile (SAEMD).

La délégation de l'autorité,

LE MINISTRE DU LOGEMENT, DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE,



LA MINISTRE DE L'ENFANCE DE LA FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES,



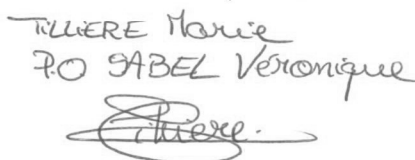
Les délégations syndicales,

La CGSP



O. Nyssen

La CSC-services publics



MADAME Véronique SABEL

Le SLFP



OMAR Razia

PROTOCOLE D'ACCORD N°1/2024

ETABLI A LA SUITE DU COMITE C WALLON DU 26 AVRIL 2024 RELATIF AUX MESURES VISANT A AMELIORER LES CONDITIONS DE FIN DE CARRIERE DU PERSONNEL D'ACCUEIL DES ENFANTS DES CRECHES, DES SERVICES D'ACCUEIL D'ENFANTS (SAE) ET DES SERVICES D'ACCUEIL D'ENFANTS MALADES A DOMICILE (SAEMD)

La délégation de l'autorité représentée par :

Monsieur Christophe COLLIGNON,
Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville,

Madame Bénédicte LINARD,
Ministre de l'Enfance de la Fédération Wallonie-Bruxelles,

d'une part,

Et la délégation des organisations syndicales habilitées à siéger en Comité C, à savoir :

La CGSP, représentée par Monsieur Olivier NYSSSEN ;

La CSC-services publics, représentée par Madame Véronique SABEL ;

Le SLFP, représenté par Madame Razia OMAR ;

d'autre part ;

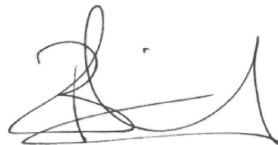
ont abouti à un accord sur le texte ci-annexé relatif aux mesures visant à améliorer les conditions de fin de carrière du personnel d'accueil des enfants des crèches, des services d'accueil d'enfants (SAE) et des services d'accueil d'enfants malades à domicile (SAEMD).

La délégation de l'autorité,

LE MINISTRE DU LOGEMENT, DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE,




LA MINISTRE DE L'ENFANCE DE LA FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES,




Les délégations syndicales,

La CGSP




O. Nyssen

La CSC-services publics

TILLIERE Marie
FO SABEL Véronique


Le SLFP



OMAR Razia